

avaient des difficultés à « s'acclimater à la nouvelle réalité ».

Cette réalité nouvelle, c'est la présence d'une majorité de juifs orientaux en Israël, avec le rôle et le poids plus importants qu'ils réclament en conséquence dans la vie israélienne. Mais la réalité nouvelle, c'est aussi, pour certains, le soulèvement dans les territoires occupés, qui exprime l'attachement des Palestiniens à leur droit à l'autodétermination et à l'initiative pacifique palestinienne qui doit y mener. Les participants ont été unanimes ici à juger que cette réalité représente une « occasion historique » pour le règlement et que la politique gouvernementale israélienne dilapide cette occasion. Ils ont été également unanimes à condamner cette politique, en exprimant la conviction qu'elle est en contradiction avec les espoirs des juifs orientaux en Israël et avec leurs aspirations à un règlement pacifique.

Dans les interventions qui ont été faites à Tolède, la distance n'était pas claire entre, d'une part, l'épreuve de la marginalisation et de la discrimination et, d'autre part, le règlement pacifique et la nécessité de corriger une injustice historique. La restauration de la justice mettra-t-elle fin à la marginalisation ou est-ce l'épreuve de la marginalisation qui incite à chercher une issue à travers la correction de cette injustice ? Dans les deux cas, la responsabilité incombe aux ashkenazes !

Cette « réalité nouvelle » est peut-être ce qui a motivé certains juifs orientaux et les a amenés à s'interroger, en faisant jaillir en eux la nostalgie des jours heureux qu'ils ont vécus dans leurs pays arabes avant l'immigration en Israël. Avec cette nostalgie affleure tout le substrat culturel populaire arabe. La réponse à l'aliénation dans la « société ashkenaze » prend alors la forme d'un effort destiné à redonner vie à ce substrat et à faire de ce bien partagé avec les Arabes l'insigne de la spécificité culturelle des juifs orientaux en Israël.

L'un des intervenants s'est ainsi écrié : « Je ne veux pas d'un divorce avec les Arabes, je suis un Oriental, je veux rester

avec les Palestiniens et je ne veux pas d'un mur qui nous séparerait. » Un autre a souligné qu'« il n'y a pas de crise entre les juifs et les Arabes, mais entre les cultures orientale et occidentale. » Un troisième s'est tourné vers la délégation palestinienne pour dire que « le combat culturel et social en Israël vous concerne. Nous appartenons au tiers-monde, cela ne nous intéresse pas d'appartenir à l'Europe. »

Les juifs orientaux sont en crise, la rencontre de Tolède le confirme. Mais les moyens de régler la crise ne sont pas clairs dans leur esprit. C'est pour cela qu'ils ont surtout exprimé ici leur angoisse et leur peur. L'angoisse du déchirement culturel, la peur d'un avenir explosif. Peut-être sont-ils venus dans cette ville de l'ancienne Andalousie pour se libérer de leur angoisse et dissiper leur peur. C'est pour cela qu'ils ont beaucoup parlé, espérant sans doute y trouver un apaisement.

Abdallah ISKANDAR  
*al-Yawm al-Sabi'*, 17 juillet 1989.

## LA FAIBLESSE DE PÉRÈS

Devant l'obstination de Yitzhak Shamir, le Premier ministre israélien, et son opposition à toute initiative sérieuse en direction de la paix, des voix s'élèvent qui rejettent sur le Likoud la responsabilité du blocage du processus de paix. Mais si nous admettons bien volontiers que le Likoud a des positions dures, le fait est que le bloc dirigé par Shamir ne peut s'entêter dans cette voie que grâce à la pusillanimité de Shimon Pérès, le chef du parti travailliste, partenaire de la coalition gouvernementale. Cette pusillanimité s'est reflétée sur la position de Pérès à l'intérieur du parti comme au gouvernement.

Quand le parti travailliste a menacé de se retirer de la coalition gouvernementale parce que Shamir avait accédé aux pressions du clan le plus extrémiste du Likoud, conduit par Ariel Sharon, David Levy et Yitzhak Modaï, le Premier

ministre a réagi très sereinement, convaincu que la menace n'était qu'une manœuvre. Effectivement, une semaine ne s'était pas écoulée que les dirigeants du parti travailliste choisissaient de rester associés au pouvoir. En réalité, il ne s'agit que du dernier épisode d'une longue série de reculs et de défaites que connaît le parti de David Ben Gourion et Golda Meïr depuis plusieurs années. Après avoir perdu les élections législatives devant le Likoud en novembre, le parti travailliste, dont la popularité baisse à tous les niveaux, a perdu les élections locales dans toutes les grandes villes d'Israël, à l'exception de Jérusalem et de Haïfa. Et l'on s'attend à ce que la Histadrouth retire son appui aux candidats travaillistes aux élections syndicales de cet automne.

Beaucoup de cadres du parti commencent à imputer la responsabilité de cet effritement à Shimon Pérès et ses prises de position erratiques. Les sondages d'opinion indiquent que si le gouvernement démissionnait et que de nouvelles élections avaient lieu, le nombre de députés travaillistes ne dépasserait pas la trentaine dans le meilleur des cas. Le Likoud serait alors le premier parti israélien à obtenir une aussi large majorité. (...)

Hassan SABRI  
*al-Mussawar*, 4 août 1989.

### LA NÉCESSAIRE NEUTRALITÉ AMÉRICAINNE

(...) Ceux qui suivent de près le dialogue américano-palestinien savent que les États-Unis ont fait de la question des élections, sur la base du plan Shamir, le principal sujet des pourparlers de Tunis et que les négociateurs américains tentent par tous les moyens de convaincre leurs interlocuteurs palestiniens d'accepter en bloc le projet israélien.

Il est véritablement regrettable que les États-Unis approuvent l'organisation d'élections sous l'égide des autorités d'oc-

cupation israéliennes, en se contentant de laisser entendre qu'il est possible de convaincre Israël d'accepter une présence formelle d'observateurs internationaux pour un ou deux jours tout au plus.

Il est incompréhensible que l'attitude américaine, telle qu'elle s'exprime dans le dialogue avec les Palestiniens, se limite à évoquer la possibilité d'un retrait israélien de quelques positions avec la possibilité pour l'armée d'occupation d'y revenir à n'importe quel moment.

Il n'est pas logique que les négociateurs américains refusent d'évoquer tout détail lié aux mesures qui s'imposeront après les élections, ce qui signifie que les États-Unis soutiennent la position israélienne qui refuse que les élections soient un élément dans le scénario du règlement global du conflit.

La question est de savoir si ces positions américaines reflètent un désir réel de suivre une politique équilibrée au Proche-Orient. Ou si, comme le pensent les durs parmi les Palestiniens, elles signifient la persistance de la vieille politique américaine d'appui aveugle à Israël. Dans la mesure où l'objectif israélien est de mettre fin au soulèvement, fût-ce par une tromperie du style des élections, la contribution américaine à ce piège est alors la bienvenue.

Il faut dire malheureusement que beaucoup d'indices confirment le point de vue de l'aile dure au sein de l'OLP, et notamment le fait que les États-Unis aient rejeté la proposition palestinienne d'organiser les élections en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sur le modèle des élections namibiennes que Washington a entièrement chapeauté. Ce refus fait peser beaucoup d'interrogations sur la position américaine.

Il est probable que les États-Unis continuent — sous la pression du lobby sioniste — d'ignorer des réalités fondamentales liées aux complexités du conflit arabo-israélien et qu'ils contribuent — volontairement ou involontairement — à consacrer l'opinion dominante en Israël,